

## Intervention du groupe CGT sur l'Avis concernant le bilan de l'Agenda 21

Par Daniel FERLIN

Monsieur le Vice-Président du Conseil régional,  
Monsieur le Président du CESER,  
Monsieur le Rapporteur,  
Chers collègues,

Comme l'avis le souligne, notre délégation reconnaît l'intérêt et la clarté du document qui recense l'état d'avancement des 68 chantiers retenus en 2008 pour élaborer la démarche d'un Agenda 21.

Cependant, le bilan présenté nous rend quelque peu interrogatifs. Nous regrettons particulièrement l'abandon des chantiers qui concernaient le développement de l'accès à la culture. Est-ce parce qu'Hannah ARENDT a énoncé que « la société de masse ne veut pas la culture mais les loisirs » ? Est-ce parce que Pierre EMMANUEL, résistant, esprit indépendant qui démissionna de l'Académie française, auteur notamment de Vercors écrivait que « la fonction de la culture, dans une société, est la capacité qu'ont ses membres, individuellement ou en groupe, de parler et d'agir en vue de modifier la forme sociale, d'en être les coopérateurs », avec tous les enjeux d'appréhension des enjeux de société et de contre-pouvoirs que suppose l'accès à la culture ? Est-ce à cause de tout cela que l'exécutif abandonne des chantiers qui visaient à faciliter son accès, notamment dans les entreprises ?

Un proverbe africain dit qu'« un homme sans culture ressemble à un zèbre sans rayures ». Par bonheur, les zèbres n'étant pas naturellement présents en région Centre, l'homme « sans culture » ne se remarquera donc pas au premier abord.

Au-delà de ce qui pourrait sembler être des boutades, d'autres questions fondamentales se posent avec acuité :

- celles des ressources naturelles qui s'épuisent, de l'évolution du climat, qui devient perceptible, du niveau des pollutions qui ne diminuent pas fondamentalement, malgré

les réglementations. Sur ce point, suffira-t-il d'aménager le système en jouant sur les comportements individuels (trier ses déchets, fermer le robinet pendant le brossage des dents, etc.), de repeindre en vert le système capitaliste en termes de communication –qui envahit notre quotidien– mais qui se traduit aussi par de réelles stratégies comme le font déjà certaines entreprises, les plus grandes évidemment, qui en ont compris les enjeux en prenant le contrôle de marchés rentables ou prometteurs, comme le renouvelable, les véhicules électriques, le stockage souterrain du carbone ?

- celles des entreprises qui se sont délocalisées dans des pays moins regardants sur la préservation de l'environnement. Ne pourrions-nous pas songer à ramener des industries polluantes qui se sont expatriées, afin de mieux les contrôler, les faire changer de process et recréer de l'emploi, en incitant des investissements dans les technologies à bas carbone, accompagnées de nouvelles qualifications « vertes », même en sachant que les emplois strictement « verts » seront peu nombreux, comme l'a souligné la synthèse présentée lors de la Conférence nationale sur les métiers de la croissance verte du 28 janvier 2010 ? Cette synthèse indique aussi que : « sauf rares exceptions, il ne faut pas créer de formation uniquement basée sur le développement durable, mais au contraire faire du développement durable un élément essentiel de toute formation solide ».

Nous percevons bien que l'orientation souhaitable vers une économie « soutenable », celle d'un Agenda 21, s'accompagnera forcément de mutations techniques, économiques et sociales qui ne seront pas sans conséquences sur le tissu industriel comme sur la nature et le nombre des

emplois.

Mais, comme l'a montré le Centre d'analyse stratégique en janvier 2010, « *il n'y a aucun déterminisme à ce qu'une supposée croissance verte entraîne nécessairement des effets positifs en termes de qualifications et d'emplois* ». Ce constat pose alors la question du « *comment concilier développement industriel, contraintes environnementales et aménagement du territoire en donnant au travail et à sa reconnaissance la place centrale ?* ».

En termes pédagogiques, il s'agit maintenant d'apprendre à penser « un monde fini ».

Comme l'indique le document de la région faisant l'objet de l'avis, les convergences entre l'Agenda 21 régional et le SRADDT sont évidentes.

Pour la CGT, la prise en compte objective des dimensions environnementales, économiques et sociales dans la construction des orientations stratégiques sera un point clé de la démarche entamée.

La transition doit s'opérer également au niveau régional, en prenant en compte la culture de chacun de ses territoires. Elle devra se traduire aussi dans le schéma régional de développement économique et social, comme dans celui de la formation, qu'elle soit générale, professionnelle, supérieure ou continue, au travers du processus d'élaboration et la concrétisation du contrat de plan régional de développement des formations.

Sur ce point crucial, notre région, au travers de la réflexion de ses acteurs politiques, économiques et sociaux, va-t-elle se rallier sans débats à l'expression de la commissaire européenne à

l'éducation, Madame Androulla VASSILIU, dont l'un des objectifs est de « préparer un vivier de main-d'oeuvre flexible pour répondre aux besoins des entreprises en travailleurs peu qualifiés » ?

Faut-il soutenir ou combattre cette « idée des dirigeants européens, qui considèrent depuis une quinzaine d'années que la première mission de l'école est de soutenir les marchés et que la solution aux problèmes de chômage et d'inégalité réside dans une meilleure adéquation entre l'enseignement et les besoins économiques » ? (Le Monde diplomatique, octobre 2010, page 22). Nous sommes bien éloignés de la « société de la connaissance » qui sert de paravent aux vrais objectifs du capitalisme néolibéral.

Ces questions cruciales nous ramènent à la culture générale, à la mission du système éducatif, à la formation tout au long de la vie et, plus largement, aux enjeux de la société que nous voulons pour ce XXIème siècle.

La qualité de la préparation et de l'animation des forums territoriaux sera un élément essentiel dans l'élaboration de l'ensemble des chantiers, tous interdépendants. Par une véritable démarche pédagogique, la région pourra associer très largement ses habitants et recueillir leur expression réfléchie.

Les pièces de la mosaïque sont là. Il s'agit de les assembler de manière harmonieuse.

La délégation CGT votera l'avis.

Soyez remerciés de votre attention.